

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1210 le 19 décembre 2021

Dans ce numéro

Un drone hostile neutralisé par un système israélien lors d'une messe célébrée par le pape en Slovaquie...

(Page 2)

Un employé du consulat turc de Rhodes condamné pour espionnage par un tribunal grec...

(Page 3)

Les fournitures d'armes à l'Ukraine par l'OTAN ne font qu'aggraver la situation selon Moscou...

(Page 4)

Signature d'un contrat portant sur la vente à l'Australie de 30 obusiers automoteurs de fabrication sud-coréenne...

(Page 5)

Les États-Unis refusent la livraison anticipée à Israël de deux avions ravitailleurs KC-46...

(Page 6)

Près de 1 500 comptes Facebook et Instagram liés à des « cyber-mercenaires » fermés par Meta...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

En Allemagne, expulsion de deux diplomates russes en poste à Berlin...

Un Russe a été condamné aujourd'hui à Berlin à la réclusion à perpétuité pour le meurtre d'un opposant tchéchène sur ordre présumé de Moscou. Une condamnation survenue dans un contexte de tensions diplomatiques entre l'Allemagne et la Russie. Immédiatement après le verdict, l'Allemagne a décidé d'expulser deux diplomates russes en fonction à Berlin.

(Deutsche Welle, le 15-12-2021)

Un article du magazine Capital souligne l'accroissement de l'influence turque en Afrique...

Le magazine français sur l'actualité économique *Capital* rapporte que la Turquie a accru son influence en Afrique avec le président Recep Tayyip Erdogan et que ses drones aériens se vendent comme des petits pains. L'article illustré avec la mosquée Sainte-Sophie, précise que la réputation des drones armés turcs, qui ont aidé avec succès la défense de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie l'an dernier, s'est consolidée. « Après le commerce et la coopération, la Turquie souhaite se développer dans le secteur de la défense en Afrique et fait confiance à ses drones armés à cet égard » précise l'article. « La Turquie étend son influence en Afrique et ses drones armés se vendent comme des petits pains ». L'article souligne que les dirigeants africains ont été invités à Istanbul les 17 et 18 décembre et que ce sommet, qui s'est tenu deux mois après le forum économique avec l'Afrique, portait notamment sur les questions de sécurité. Il note que la Turquie a une base militaire en Somalie et que le Maroc et la Tunisie ont reçu les premiers drones armés turcs en septembre. L'Angola s'est également dit intéressé par les drones armés lors de la visite du président Erdogan dans ce pays en octobre. Il indique également que la Turquie avait signé un accord militaire avec l'Éthiopie et qu'Erdogan avait déclaré après sa tournée en Angola, au Nigeria et au Togo : « Partout où je vais en Afrique, tout le monde parle des drones ». L'article relève que les drones armés turcs avaient attiré l'attention pour la première fois en 2019 avec les accords de défense conclus avec le gouvernement légitime internationalement reconnu en Libye et leur utilisation en Libye. Il précise que les efforts de la Turquie pour développer la coopération avec l'Afrique dans le domaine de la défense ne se limitent pas à la vente d'armes, de munitions militaires ou de véhicules, et que l'armée togolaise a été modernisée avec le soutien de la Turquie, et que la Turquie a fourni une formation militaire et des outils de déminage au Togo, en plus des munitions. Il souligne que la Turquie a progressivement accru son influence en Afrique avec 37 bureaux militaires, conformément à l'objectif du président Erdogan de tripler le volume des échanges avec le continent dans les années à venir, pour atteindre 75 milliards de dollars.

(La voix de la Turquie, 17-02-2021)

Réduction notable des attaques terroristes dans la région mozambicaine du Cabo Delgado...

Le Mozambique a connu moins d'attaques en 2021 grâce à l'aide militaire du Rwanda et de pays voisins. C'est ce qu'a déclaré hier le président Filipe Nyusi. Pour le président mozambicain, la province de Cabo Delgado à majorité musulmane n'a connu que 52 attaques contre 160 en 2020. « Nous avons pu réduire le nombre d'attaques terroristes par trois » a ajouté le président lui-même originaire de cette région. Il a évoqué la capture de combattants parmi les groupes armés qui sèment la terreur depuis octobre 2017 après avoir tué plus de 3 500 personnes et forcé près de 820 000 autres à fuir leurs villages. « Dans les combats opposant l'armée mozambicaine appuyée par des renforts rwandais et des pays voisins depuis juillet, quelque 200 terroristes ont été tués dont 10 de leurs chefs cette année » a précisé le président. Il a salué le renfort de soldats rwandais, affirmant que le président Paul Kagamé n'a rien demandé en échange. « La participation du Rwanda répond au principe de solidarité, cela n'a pas de prix » a-t-il ajouté. La province voisine de Niassa, dans le nord-ouest, a récemment connu des attaques laissant penser que les djihadistes se replient vers une zone plus étendue.

(*La voix de l'Amérique, le 17-12-2021*)

Un drone hostile neutralisé par un système israélien lors d'une messe célébrée par le pape en Slovaquie...

Un système anti-drone développé par une société israélienne a neutralisé il y a près de deux mois un drone hostile lors d'une messe célébrée par le pape François en Slovaquie à laquelle assistaient pas moins de 60 000 fidèles, a rapporté mardi le *Jerusalem Post*. L'incident hautement sensible, entièrement encadré par le fournisseur de systèmes de sécurité D-Fend, s'est produit le 15 septembre, mais n'a été révélé qu'aujourd'hui. Quelque 90 évêques et 500 prêtres étaient également présents. La compagnie israélienne a déclaré avoir travaillé avec le ministère slovaque de l'Intérieur pour organiser la protection du pape, de sa suite et de ses participants contre la menace de drones hostiles lors de plusieurs événements en Slovaquie entre le 12 et 15 septembre, dont le point d'orgue était la messe en plein air au sanctuaire marial de Sastin. L'appareil *EnforceAir* développé par D-Fend a été installé avec son kit tactique au sol pour fournir une couverture à 360 degrés. Plusieurs drones avaient été identifiés à proximité de l'événement, mais la police locale les avait immédiatement identifiés comme « amicaux », a indiqué la société israélienne qui a toutefois souligné la difficulté d'assurer la sécurité, de nombreuses antennes et systèmes de communication étant déployés dans la région, dans un environnement présentant des interférences radio élevées. Un drone artisanal a soudainement été détecté pendant la messe, et la police a envisagé d'utiliser un brouilleur, risquant d'interrompre les transmissions médiatiques du discours du pape et de perturber les réseaux liés à la sécurité. « *EnforceAir* a repoussé le drone ennemi le renvoyant à sa position de décollage, loin de la foule » a affirmé D-Fend. « L'incident reflète le danger croissant que représentent les drones pour les responsables du monde entier et pour les grands événements » a noté la société, ajoutant que le sommet du G7 avait également tiré parti de la technologie de D-Fend pour protéger les leaders cet été.

(*I24News, le 15-12-2021*)

Des armes saisies par la police allemande lors de perquisitions dans la mouvance anti-vaccin...

En Allemagne, la police a mené des perquisitions et saisi des armes ce mercredi lors d'un raid en Saxe après des menaces de mort proférées par la mouvance anti-vaccin contre le ministre président de la région. La police criminelle était assistée de forces d'intervention spéciales à Dresde et à Heidenau, dans l'est du pays.

(*Deutsche Welle, le 15-12-2021*)

La Corée du Nord reste inscrite sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme...

Les États-Unis ont dénoncé que la Corée du Nord avait soutenu des actes de terrorisme international dans le passé et qu'elle ne prenait aucune mesure pour résoudre ce problème. Le département d'État américain a tenu ces propos dans son rapport sur le terrorisme selon les États en 2020, publié hier. Ainsi, Washington a maintenu P'yongyang sur sa liste noire annuelle des États soutenant le terrorisme. Pour rappel, la Corée du Nord y avait été inscrite pour la première fois en 1988, après avoir commis un attentat mortel contre un vol commercial de la compagnie sud-coréenne Korean Air l'année précédente. Elle y est restée avant que son nom en soit retiré en 2008. Mais elle a fini par réintégrer cette liste noire en 2017. Dans son rapport, le département d'État américain a justifié cette réinscription par le fait que la Corée du Nord apportait son soutien de façon répétitive au terrorisme international comme en

témoigne son implication dans un assassinat commis hors de ses frontières. Cela semble faire référence à l'événement suivant : Kim Jong-nam, le demi-frère de l'actuel dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, a été assassiné en février 2017 à l'aéroport de Kuala Lumpur, en Malaisie. Washington pointe aussi du doigt l'inaction du royaume ermite en évoquant que quatre Japonais impliqués dans le détournement, en 1970, d'un avion de Japan Airlines, vivaient encore en Corée du Nord. Et d'ajouter que Tokyo continuait de réclamer à P'yongyang des explications complètes sur le sort de ses ressortissants enlevés par des agents nord-coréens dans les années 1970 et 1980. Le rapport américain sur le terrorisme 2020 est identique à la version précédente. Dans celui publié en 2017, l'année où la tension était à son paroxysme entre P'yongyang et Washington, le département d'État a employé des termes très critiques tels que « menace », « acte dangereux et malveillant », « violation », tout en détaillant les actions menées par le régime de Kim Jong-un. Ces parties ont été retirées à partir de la version 2018, ce après la reprise des négociations entre les deux pays sur la dénucléarisation de la péninsule.

(KBS World Radio, le 17-12-2021)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Un employé du consulat turc de Rhodes condamné pour espionnage par un tribunal grec...

Le ministère turc des Affaires étrangères a condamné l'emprisonnement par les autorités grecques d'un employé local de son consulat général sur l'île de Rhodes accusé d'espionnage. Le ministère a déclaré, mercredi, dans un communiqué : « Nous condamnons la peine de cinq ans de prison infligée à l'employé contractuel de notre consulat général sur l'île de Rhodes. Au cours de l'audience, qui a duré trois jours à Rhodes, tous les principes fondamentaux du droit, y compris le droit international et le droit international privé, ainsi que le droit de la défense, ont été violés » a-t-il ajouté. Le communiqué a confirmé que la décision du tribunal a été couverte par la presse grecque avant l'annonce de la décision, notant que cela révèle une fois de plus le manque de transparence du processus judiciaire. Le ministère turc des Affaires étrangères a fait savoir qu'il continuerait à prendre toutes les mesures nécessaires en droit interne grec et international afin de protéger les droits de ses employés. Plus tôt, un tribunal de l'île grecque de Rhodes avait condamné un citoyen grec de 36 ans, employé contractuel du consulat turc, accusé d'espionnage pour avoir pris des photos de navires.

(La voix de la Turquie, le 17-12-2021)

... MILITAIRE ...

Les militaires sud-coréens en passe de recevoir de nouveaux fusils...

Les soldats sud-coréens auront droit à de nouveaux fusils. Les K-3 et M60, qui les ont équipés pendant 30 ans, seront remplacés par ceux d'un calibre de 7,62 mm et de lunettes thermiques. L'Administration sud-coréenne du programme d'acquisition de défense (DAPA) a récemment terminé le test sur le terrain et compte les fournir à partir d'aujourd'hui. La nouvelle arme à feu a une portée de plus de 30% et une puissance doublée par rapport au K-3. Le dispositif de vision nocturne permettra une observation et un tir précis pendant la nuit ou dans le brouillard. Ces fusils dernier cri seront distribués aux soldats d'infanterie, des chars, des vaisseaux et des hélicoptères de toutes les armées d'ici 2024. Le fusil et le viseur ont été fabriqués respectivement par les entreprises SNT Motiv et EO System. Pour cela, un peu plus de 124 milliards de wons, soit 93 millions d'euros, ont été consacrés. La DAPA s'attend à ce que le nouvel armement contribue à l'amélioration de la capacité d'opération des militaires sud-coréens.

(KBS World Radio, le 15-12-2021)

Aux États-Unis, adoption de la National Defense Authorization Act 2022...

Aux États-Unis, la loi de défense nationale, connue sous le nom de NDAA (National Defense Authorization Act), a été adoptée hier par le Sénat. Le texte répartit 770 milliards de dollars de dépenses militaires pour l'année prochaine. La Chambre des représentants avait déjà voté dans le même sens la semaine dernière. La loi évoque, entre autres, la nécessité de renforcer l'alliance avec la Corée du Sud et d'y maintenir les effectifs militaires à leur niveau actuel, soit 28 500 soldats. Un besoin qui répond aux enjeux du traité de défense mutuelle entre les deux pays, signé en 1953, et à leur objectif commun d'instaurer la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne. À noter que les

sénateurs, eux, ont supprimé la clause empêchant le Pentagone de réduire à moins de 28 500 le nombre de GI's présents au pays du matin clair. Pourtant, l'administration Biden affirme que pour le moment, aucun changement n'est envisagé.
(KBS World Radio, le 16-12-2021)

C'était au tour du Sénat américain d'adopter mercredi, après la chambre basse, le National Defense Authorization Act 2022, un texte qui attribue 768 milliards de dollars de budget au département de la Défense américain pour l'année fiscale 2022. Le texte comprend trois articles comportant des dispositions qui concernent Taïwan, suggérant notamment au département de la Défense d'inviter Taïwan à participer au RIMPAC (Rim of the Pacific exercise). Une série d'exercices militaires dans le Pacifique qui réunissent de manière bisannuelle les flottes de plusieurs pays sous la direction du Commandement du Pacifique basé à Hawaï, en faisant les plus grands exercices militaires navals au monde. Des exercices auxquels Taïwan n'a jamais été invité à participer, même si les appels de parlementaires américains en faveur d'une telle participation se font plus pressants depuis plusieurs mois. Le texte adopté par le Sénat hier à 89 voix contre 10 déclare aussi que les États-Unis doivent aider Taïwan à renforcer sa capacité d'autodéfense et suggère également de renforcer la coopération entre la Garde nationale américaine et les forces réservistes taïwanaises. Mais les dispositions concernant Taïwan restent toutefois non contraignantes. Impossible donc de savoir pour l'instant si Taïwan participera ou non aux prochains exercices RIMPAC, qui auront lieu en 2022.
(Radio Taïwan international, le 16-12-2021)

L'Union européenne suspend ses actions militaires en Centrafrique suite à la présence du groupe Wagner dans le pays...

Les actions militaires de l'Union européenne (UE) en Centrafrique ont été suspendues du fait de l'influence du groupe paramilitaire russe Wagner sur l'armée centrafricaine, a-t-on appris lors d'une conférence de presse tenue ce mardi dans la capitale centrafricaine Bangui. « Du fait du contrôle par la société Wagner et ses mercenaires sur les forces armées centrafricaines quand elles conduisent des opérations sur le terrain, la mission EUTM suspend le volet militaire de son action dans le pays » a annoncé le général de brigade Langlade de Montgros, commandant de la mission militaire de formation de l'UE en République centrafricaine (EUTM RCA) lors de la conférence de presse. L'UE continue d'émettre des sanctions contre les pays ayant une coopération avec le groupe Wagner, dont la Centrafrique. Les violations des droits de l'Homme et l'influence du groupe Wagner sur l'armée centrafricaine sont entre autres le motif de la suspension des actions militaires de la mission européenne, évoqué par le commandant de la mission de l'UE à Bangui. En suspendant ses actions militaires qui ont commencé en juillet 2016 auprès des Forces armées centrafricaines, L'EUTM va désormais orienter ses activités vers le volet conseil stratégique au ministère de la Défense du pays. Pendant ce temps, certains instructeurs de la mission vont être rapatriés a indiqué le général de Montgros. « Nous sommes un État indépendant et nous pouvons collaborer avec les partenaires de nos choix. Nous n'avons aucun problème avec l'UE » a indiqué le porte-parole de l'état-major de l'armée centrafricaine, le commandant Augustin Ndango Kpako lors d'une interview accordée à *Xinhua*.
(Radio Chine internationale, le 15-12-2021)

Les fournitures d'armes à l'Ukraine par l'OTAN ne font qu'aggraver la situation selon Moscou...

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) continue d'apporter une aide militaire à l'Ukraine, ce qui ne fait qu'aggraver le conflit interne dans le pays, a affirmé mercredi le ministère russe des Affaires étrangères. « Les pays de l'OTAN augmentent la fourniture d'armes à l'Ukraine, forment son personnel militaire, et ne font pas cela dans le but mythique de maintenir la stabilité et la sécurité, mais simplement pour jeter de l'huile sur le feu » a dit la porte-parole du ministère, Maria Zakharova. Lors de son briefing hebdomadaire, elle a exprimé sa crainte que ces actions ne conduisent l'Ukraine vers une guerre civile à grande échelle. Selon elle, les États-Unis ont fourni 2,5 milliards de dollars américains d'aide militaire à l'Ukraine depuis 2014, dont plus de 400 millions de dollars rien que cette année. La Russie ne fait pas confiance à la promesse de l'OTAN de ne pas s'étendre vers l'est, car les paroles ne sont pas soutenues par des actions a poursuivi Mme Zakharova. Commentant l'allégation selon laquelle la Russie accumule des forces le long des frontières ukrainiennes, la porte-parole a dit que la Russie a parfaitement le droit de déplacer des unités militaires sur son territoire souverain, mais qu'elle n'a aucune intention d'agression.
(Radio Chine internationale, le 16-12-2021)

Importants vols de carburant au sein de la base roumaine de Mihail Kogalniceanu abritant un contingent américain...

Si la Roumanie envisage de moderniser la base Mihail Kogalniceanu, qui abrite actuellement le contingent américain, pour en faire l'une des bases les plus importantes de l'OTAN en Europe de l'Est, le Pentagone investigate pour l'heure sur l'important vol de carburant par des employés roumains. Le 24 novembre, la Direction des enquêtes sur le crime organisé et le terrorisme (DIICOT) a annoncé enquêter sur sept Roumains suspectés d'avoir volé sur quatre années pour près de deux millions de dollars de carburant, soit quelque 1,5 million de litres de diesel volé soit directement depuis l'intérieur de la base, soit dans des zones du comté de Constanta où se déroulaient des exercices de l'OTAN. D'après le quotidien *Adevarul*, depuis 2017, un groupe d'employés d'une entreprise locale se rendait à des intervalles bien établis à la base pour alimenter les générateurs. À l'entrée, ils présentaient les justificatifs, après quoi ils continuaient leur chemin jusqu'à chaque générateur. Cependant, comme l'indiquent des sources judiciaires, les suspects ne fournissaient pas aux générateurs la quantité de carburant nécessaire, mais en gardaient une partie dans leur réservoir. Lorsqu'ils quittaient la base, personne ne vérifiait s'il restait ou non du carburant. Mais le manque constant de carburant a fini par être remarqué et, en avril 2021, les autorités américaines ont informé la DIICOT. C'est seulement le 9 décembre que le Pentagone a confirmé, sans entrer dans les détails de l'affaire, qu'une enquête était en cours. Quant à la réaction des autorités roumaines, elle fut quelque peu inattendue. Le ministre de la Défense Vasile Dincu, en poste depuis le 26 novembre a imputé aux Américains leur négligence, expliquant qu'ils n'ont pas pris en compte les particularités de la culture roumaine du vol. « C'était un point de ravitaillement quelque part à l'extérieur de la base. J'appellerais cela une négligence de la part des Américains, qui ne connaissent pas assez notre culture » a lâché Dincu dans une interview à la chaîne *Digi 24*. Comme le rappelle le quotidien *Adevarul*, les forces américaines utilisent la base de Mihail Kogalniceanu depuis 1999 alors que la Roumanie est devenue membre de l'OTAN en 2004. Au printemps de cette année, le ministère roumain de la Défense a lancé un appel d'offres de 2,15 milliards de lei (plus de 400 millions d'euros) pour sa modernisation. Le contrat comprend, entre autres, la construction d'une piste, d'un système de balisage et de radionavigation, ainsi que d'un bâtiment pour accueillir un simulateur de vol. Après l'achèvement de tous les travaux, précise le média, la base aérienne Mihail Kogalniceanu deviendrait l'une des plus grandes bases de l'OTAN en Europe de l'Est, avec une capacité de 10 000 soldats.

(Radio Sputnik, le 16-12-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Signature d'un contrat portant sur la vente à l'Australie de 30 obusiers automoteurs de fabrication sud-coréenne...

Les dirigeants de l'Australie et de la Corée du Sud ont convenu de renforcer leur coopération militaire sur fond d'intensification des activités maritimes de la Chine dans la région indopacifique. Le Premier ministre australien Scott Morrison et le président sud-coréen Moon Jae-in, en visite dans le pays, ont conclu un accord lors d'une réunion à Canberra lundi. Les deux pays ont signé un contrat d'une valeur d'environ 717 millions de dollars, en vertu duquel une entreprise sud-coréenne produira 30 obusiers automoteurs, entre autres équipements, en Australie. Selon les médias australiens, ce contrat serait le plus important contrat de défense du pays avec une nation asiatique. Le pays a vraisemblablement l'intention de renforcer la coopération avec la Corée du Sud dans le domaine de la sécurité.

(Radio Japon international, le 13-12-2021)

La Corée du Sud va vendre des obusiers automoteurs K-9, développés avec ses propres technologies, à l'Australie. L'Administration sud-coréenne du programme d'acquisition de défense (DAPA) a annoncé que l'équipementier militaire Hanhwa Defense, a signé aujourd'hui, à Canberra, un contrat de vente d'obusiers automoteurs K-9 avec le Groupe d'acquisition et de maintien des capacités (CASG), chargé de l'approvisionnement en armes de l'Australie. La valeur du contrat des 30 obusiers automoteurs K-9 exportés s'élève à 930 milliards de won, soit environ 699 millions d'euros. Il s'agit du plus gros contrat de vente de ces équipements jamais signé par Séoul. Canberra achètera également 15 véhicules blindés de ravitaillement en munitions K-10. L'Australie devient ainsi le septième pays à acquérir des obusiers *Made in Korea*. La Corée du Sud en a déjà exporté dans six pays, dont la Turquie, la Norvège et la Finlande. La DAPA a fait savoir que la Corée du Sud et l'Australie ont également conclu, ce lundi, dans la capitale australienne, un mémorandum d'entente (MOU) portant sur la coopération bilatérale

dans les domaines de l'industrie de la défense et de l'approvisionnement en armes. Un tel mémorandum a déjà été signé entre les ministères de la Défense des deux pays en août 2001, mais a expiré en 2011. La nécessité d'établir un nouveau protocole d'entente en la matière a été soulevée par les deux côtés afin de marquer les soixante ans de relations diplomatiques bilatérales et de répondre à l'évolution de l'environnement. Dans cette optique, Séoul et Canberra ont mené des discussions en ce sens depuis mars 2020. Suite à la conclusion de ce nouveau MOU, la Corée du Sud et l'Australie organiseront désormais régulièrement des réunions du comité conjoint chargé des questions liées à la coopération en matière d'industrie de la défense. Selon le chef de la DAPA, Kang Eun-ho, les deux pays étudieront également les moyens de promouvoir la coordination interarmées basée sur l'interopérabilité des obusiers K-9.

(KBS World Radio, le 13-12-2021)

Les États-Unis refusent la livraison anticipée à Israël de deux avions ravitailleurs KC-46...

Tandis que le ministre israélien de la Défense a demandé à Tsahal de se préparer à mener des opérations contre l'Iran, l'armée israélienne a fait appel aux américains pour une livraison anticipée de deux des quatre avions ravitailleurs acquis selon un contrat d'achat. La réponse américaine a été négative, a indiqué lundi *Ynet*. Selon cette source, le Comité ministériel chargé des affaires d'équipement avait approuvé l'achat de quatre avions de ravitaillement KC-46, capables d'atteindre une autonomie de plus de 11 000 km. Ces appareils ont par ailleurs la capacité de voler sur une durée de onze à douze heures. Un tel engin est en mesure de ravitailler des dizaines d'avions de combat grâce à une « nacelle de carburant ». L'assistance de ces avions est importante en cas d'opération contre l'Iran. Or, selon le contrat, ils devraient être livrés par les Américains dans au moins quatre ans pour remplacer d'anciens appareils. De hauts responsables de Tsahal ont tenté en vain de persuader leurs homologues aux États-Unis dans le cadre de leurs préparatifs contre le programme nucléaire iranien. Israël espère toutefois cette livraison au cours de l'année prochaine et se prépare opérationnellement face à la République islamique. Parallèlement à l'acquisition d'armements et de missiles intercepteurs pour son *Dôme de fer*, l'armée de l'air planifie également un plan d'entraînement détaillé et actualisé.

(I24News, le 13-12-2021)

Les Émirats arabes unis menacent d'annuler un important contrat d'achat d'armes américaines...

Des responsables américains ont fait savoir que les Émirats arabes unis avaient menacé les États-Unis d'annuler l'accord pour l'achat de chasseurs américains F-35, de drones *Reaper* et d'armement de haute technologie, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Le quotidien américain *The Wall Street Journal* a rapporté, citant des responsables sous couvert d'anonymat, qu'Abou Dhabi a menacé de se retirer d'un accord de plusieurs milliards de dollars pour l'achat de chasseurs F-35 de fabrication américaine, de drones *Reaper* et d'armement de haute technologie, dans ce qui pourrait être considéré comme une secousse diplomatique dans les relations entre les deux partenaires historiques, sur fond de dissension croissante autour du rôle de la Chine dans la région du Golfe. Selon la même source, les responsables américains ont précisé que le gouvernement émirati a informé la partie américaine de son intention d'annuler l'accord en question parce qu'Abou Dhabi estime que les conditions en matière de sécurité fixées par les États-Unis pour protéger l'armement de haute technologie de l'espionnage chinois sont trop onéreuses et qu'il s'agit d'une violation de la souveraineté des Émirats arabes unis. Selon *The Wall Street Journal*, le département d'État des États-Unis, la diplomatie émiratie, ainsi que le groupe de défense américain Lockheed Martin, n'ont pas souhaité commenter la décision d'Abou Dhabi. La semaine dernière, la diplomatie américaine avait approuvé officiellement la vente d'équipements militaires d'une valeur totale de 23,37 milliards de dollars, aux Émirats arabes unis, dont 50 chasseurs F-35 et 18 drones MQ-9B. Selon des médias américains, les Émirats arabes unis ont toujours exprimé leur intérêt pour l'acquisition de chasseurs F-35 fabriqués par Lockheed Martin et avaient reçu le feu vert de l'administration Trump en contrepartie de la normalisation de leurs relations avec l'État hébreu en août 2020.

(La voix de la Turquie, le 16-12-2021)

... CYBERESPACE ...

Le Japon en passe de renforcer la réglementation sur la protection des données...

Une commission d'experts recommande au gouvernement japonais de renforcer la réglementation sur

la protection des données. Elle ajoute que les applications ou les réseaux sociaux devraient indiquer aux utilisateurs dans quels pays se trouvent leurs serveurs. Le ministère des Communications a demandé aux spécialistes de se pencher sur la question suite à un problème concernant la populaire application de messagerie *Line* qui a fait surface début 2021. En mars, *Line* avait révélé que l'un de ses sous-traitants en Chine avait accès aux données des utilisateurs et qu'elle avait des serveurs en Corée du Sud où elle stockait des données similaires. Mardi, les experts ont proposé d'obliger les opérateurs des applications ou réseaux sociaux comptant plus de dix millions d'utilisateurs à informer le ministère de leur politique et leur système de protection des données. Ils souhaitent que les fournisseurs de ces services soient contraints d'indiquer dans quels pays ils sous-traitent des activités et où ils stockent les données. Ces plateformes pourraient ainsi avoir à désigner des cadres responsables des données dont les fonctions seraient clairement définies pour vérifier en interne que la gestion s'améliore chaque année. Les experts recommandent de soutenir la réglementation en prévoyant des sanctions pour rassurer les utilisateurs concernant la protection de leurs données.

(*Radio Japon international, le 14-12-2021*)

En matière de cybersécurité, le Japon envisage de collaborer avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est...

Le gouvernement japonais a élaboré une politique pour aider les pays en développement à améliorer leurs capacités de cybersécurité. Cette mesure a été décidée mardi au bureau du Premier ministre. Elle note que la cybersécurité est essentielle car les infrastructures critiques peuvent être mises en danger par des attaques en ligne. Elle met l'accent sur les cybercapacités croissantes de plusieurs pays, dont la Chine et la Russie, comme motif de préoccupation. Le Japon prévoit de travailler avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est pour soutenir la cybersécurité et étendra cette assistance aux pays de la région indopacifique. Le Japon aidera également les pays à prévenir le vol de la propriété intellectuelle et d'autres cybercrimes en partageant des informations sur les systèmes juridiques. Par ailleurs, des experts seront formés pour soutenir les pays en développement à moyen et long terme. Le porte-parole du gouvernement, Matsuno Hirokazu, a déclaré qu'il était important de diffuser le concept d'un cyberspace libre, équitable et sûr alors que les pays en développement continuent de se numériser rapidement. M. Matsuno a affirmé que le Japon devait également améliorer ses capacités de dissuasion et de défense contre les cyberattaques. Il a demandé aux ministres du Cabinet de travailler ensemble pour renforcer la sécurité.

(*Radio Japon international, le 15-12-2021*)

Des organismes gouvernementaux israéliens visés par un groupe iranien de pirates informatiques...

Un groupe iranien de pirates informatiques exploite une vulnérabilité critique récemment découverte dans un tout petit sous-logiciel très répandu à travers le monde pour attaquer des cibles gouvernementales en Israël, selon une entreprise de cybersécurité israélienne qui affirme avoir bloqué des attaques. Un groupe de pirates informatiques associé au régime iranien et nommé *Charming Kitten* ou *APT 35*, a exploité la faille présente dans *Log4j* pour mener des attaques contre sept cibles en Israël, dont des sites gouvernementaux, a indiqué l'entreprise de cybersécurité israélienne Check Point Software Technologies. « Check Point a bloqué ces attaques, car nous avons été témoins de communications entre un serveur utilisé par ce groupe et les cibles en Israël » a précisé mercredi la société dans un communiqué. Dans certaines versions de *Log4j*, repris dans de très nombreux logiciels, une faille permet de prendre très facilement le contrôle de la machine qui l'héberge. Le pirate peut alors commencer à essayer de circuler dans le réseau informatique de la victime et y déployer rançongiciels et outils d'espionnage. Microsoft et la société de cybersécurité Mandiant ont également repéré des tentatives d'exploiter la faille par des hackers iraniens, ainsi que par des pirates chinois, turcs et nord-coréens. John Hultquist, analyste principal chez Mandiant, n'a pas voulu nommer les cibles, mais a déclaré que les hackers iraniens étaient particulièrement agressifs et avaient pris part à des attaques de *ransomware* contre Israël, afin notamment de perturber les systèmes informatiques. Ces dernières semaines, plusieurs sites israéliens ont été la cible d'attaques informatiques imputées par des experts à l'Iran, ennemi juré de l'État hébreu. Début novembre, le groupe *Black Shadow*, présenté par des spécialistes comme lié à l'Iran, avait diffusé les données de nombreux utilisateurs d'un site de rencontres LGBTQ. Et en octobre, Israël avait indiqué avoir subi pour la première fois de son histoire une cyberattaque majeure au rançongiciel contre un hôpital public.

(*I24News, le 16-12-2021*)

Près de 1 500 comptes *Facebook* et *Instagram* liés à des « cyber-mercenaires » fermés par *Meta*...

Meta, la maison mère de *Facebook* a annoncé hier avoir fermé environ 1 500 comptes *Facebook* et *Instagram* liés à des cyber-mercenaires. Ces comptes, selon le groupe, étaient utilisés pour espionner jusqu'à 50 000 militants, dissidents et journalistes pour le compte de clients dans le monde entier. Les comptes en question étaient connectés à sept sociétés offrant des services allant de la collecte d'informations publiques en ligne à l'utilisation de fausses identités pour entrer en relation avec les cibles en passant par de l'espionnage numérique via du piratage.

(*Deutsche Welle*, le 17-12-2021)

La société mère de *Facebook*, *Meta*, a annoncé jeudi la fermeture de quelque 1 500 comptes liés à des sociétés de cyber-mercenaires accusées d'espionner des militants, des dissidents et des journalistes dans le monde entier pour le compte de clients payant. Les pages *Facebook* et *Instagram* étaient liées à sept entreprises, offrant des services allant de la collecte d'informations publiques en ligne à l'utilisation de fausses personnalités pour renforcer la confiance pour entrer en relation avec les cibles en passant par de l'espionnage numérique via du piratage. *Meta* a dévoilé des plans pour alerter environ 50 000 personnes qui, selon lui, pourraient avoir été ciblées dans plus de 100 pays par des entreprises dont plusieurs sont basées ou fondées en Israël : Cobwebs Technologies, Cognyte, Black Cube et Bluehawk CI. Les trois autres sont BellTroX, basée en Inde, Cytrox, basée en Macédoine du Nord et une société non identifiée basée en Chine. « Ces cyber-mercenaires prétendent souvent que leurs services ne ciblent que les criminels et les terroristes » a expliqué *Meta* dans un rapport. « Leur ciblage est en fait sans distinction et inclut des journalistes, des dissidents, des critiques de régimes autoritaires, des familles de membres de l'opposition et des militants des droits humains » a-t-il été dénoncé. Black Cube a démenti jeudi les accusations, affirmant ne mener aucune opération de piratage informatique ou même évoluer dans le cybermonde. Black Cube, assure l'entreprise, est un cabinet d'assistance juridique utilisant des méthodes légales pour obtenir des informations sur des contentieux.

(*I24News*, le 17-12-2021)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30